

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 579 / Juillet 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'activité économique de l'archipel demeure peu dynamique

L'activité économique demeure peu dynamique au 1^{er} trimestre de l'année : la consommation des ménages est morose et le marché du travail connaît un léger fléchissement sur un an. Les prix à la consommation ralentissent au début de l'année.

Malgré des ventes de véhicules de tourisme dynamiques, la consommation des ménages poursuit sa baisse, même si elle est plus modérée qu'au trimestre précédent. Les importations de biens alimentaires et non alimentaires diminuent alors que les importations de biens durables sont en hausse. Après plusieurs trimestres de hausse, la croissance des crédits à la consommation se tasse.

L'investissement des entreprises tâtonne au début de l'année 2019. Les importations à destination des entreprises rebondissent tandis que les ventes de véhicules utilitaires décroissent. Les crédits d'investissement sont stables sur trois mois.

Après deux trimestres de diminution, le déficit commercial de l'archipel augmente nettement. Cette dégradation est due à des importations ponctuelles et élevées de combustibles. Les exportations connaissent un regain principalement du fait de ventes de carburants à des navires étrangers.

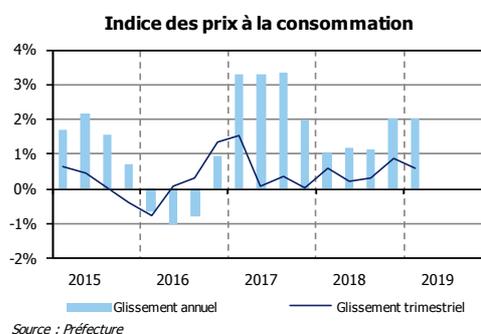
Au niveau sectoriel : le début d'année est marqué par la baisse des prises de pêche industrielle et par une fréquentation touristique qui ralentit.

Ralentissement de la croissance générale des prix

Après une accélération au dernier trimestre de 2018 (+0,9 % sur trois mois), la croissance de l'indice des prix à la consommation ralentit au début de l'année (+0,6 %).

Cette décélération est due à un ralentissement général des prix ainsi qu'à une baisse des prix des services (-1,2 % contre +0,2 % au trimestre précédent). La croissance des prix des produits manufacturés et de l'énergie a été divisée par deux (respectivement +0,6 % et +0,1 % au 1^{er} trimestre 2019 contre +1,2 % et +0,3 % au 4^{ème} trimestre 2018). La croissance des prix des produits alimentaires reste plus soutenue malgré un ralentissement (+0,9 % contre +1,3 %).

Sur 12 mois, la croissance des prix à la consommation se confirme (+2,0 % à fin mars 2019 contre +1,0 % à fin mars 2018). Cette hausse est soutenue par les produits alimentaires (+2,3 %), les produits manufacturés (+2,6 %) et l'énergie (+1,8 %). La baisse du prix des services se confirme en glissement annuel (-0,7 %).

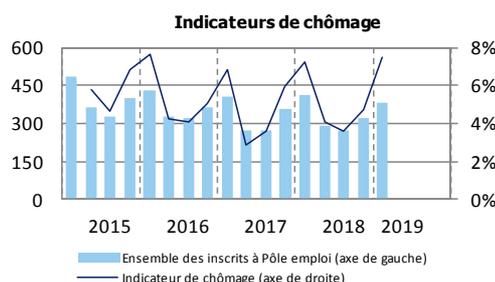


Léger fléchissement du marché du travail

Structurellement moins bien orienté en hiver et malgré une orientation globalement positive, le marché du travail connaît un léger fléchissement sur un an.

Au 31 mars 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 238 personnes, en hausse sur un an (+3,5 %). À l'inverse, l'évolution du nombre de DEFM toutes catégories confondues se contracte (-7,3 %) à 380 personnes.

Conséquence de la hausse des DEFM de catégorie A, l'indicateur de chômage se dégrade au 1er trimestre (+0,3 point sur un an) et s'établit à 7,5 %.

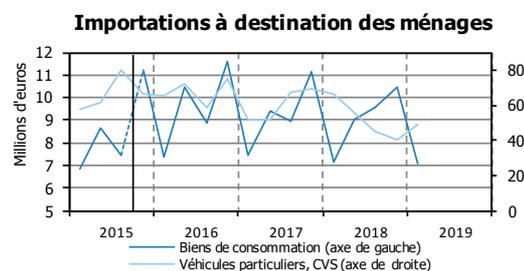


Source : Pôle emploi

La consommation des ménages confirme sa morosité

Au début de l'année 2019, la consommation des ménages poursuit sa baisse engagée fin 2018, mais dans une moindre mesure.

Au 1^{er} trimestre 2019, les importations des ménages enregistrent une baisse pour le 2^{ème} trimestre consécutif (-0,9 % au 1^{er} trimestre 2019 et -6,0 % au 4^{ème} trimestre 2018 en glissement annuel), atteignant 7,1 millions d'euros. Cette diminution est due au repli des importations de biens alimentaires et non alimentaires (respectivement -6,2 % et -2,7 %). À l'inverse, les importations de biens durables marquent un net rebond (+14,1 %) alors qu'elles étaient en baisse au trimestre précédent (-19,0 %).



Sources : Douanes, Préfecture, CVS Iedom

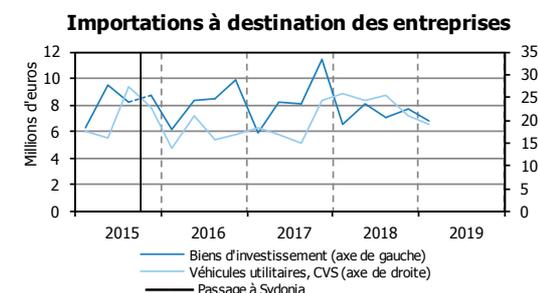
En mars 2019, alors qu'elles étaient en diminution depuis 4 trimestres, les ventes de véhicules de tourisme augmentent sur trois mois (+20,0 %, CVS). À l'inverse en glissement annuel, les ventes de véhicules de tourisme diminuent (-26,1 %) au 1^{er} trimestre 2019.

Au début de l'année 2019, confirmant la baisse de la consommation, les crédits à la consommation diminuent (-6,2 % sur trois mois contre +6,7 % au trimestre précédent), atteignant 20,0 millions d'euros. En glissement annuel, les crédits à la consommation augmentent (+4,2 %) à leur plus faible rythme depuis 5 trimestres.

L'investissement des entreprises tâtonne

Après trois trimestres consécutifs de contraction, l'investissement des entreprises retrouve un léger dynamisme.

Au 1^{er} trimestre 2019 et après trois trimestres de baisse, les importations à destination des entreprises rebondissent légèrement après un fort repli au trimestre précédent (+3,3 % en glissement annuel contre -32,7 % au 4^{ème} trimestre 2018, -13,1 % au 3^{ème} trimestre 2018 et -1,7 % au 2^{ème} trimestre 2018), atteignant 6,8 millions d'euros. Cette relance est attribuée aux importations de biens d'équipement (+9,1 %) tandis que les importations de biens intermédiaires continuent de baisser (-6,5 %).



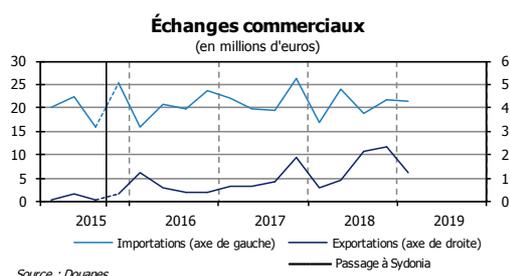
Sources : Douanes, Préfecture, CVS Iedom

Pour le second trimestre consécutif, les ventes de véhicules utilitaires s'inscrivent en baisse sur trois mois (-9,2 % CVS, après -17,8 %, CVS). La diminution des ventes de véhicules utilitaires se confirme en glissement annuel (-26,5 %, CVS).

Après deux trimestres de ralentissement, les crédits d'investissement sont stables au 1^{er} trimestre 2019 (-0,2 % sur trois mois contre +1,0 % au 4^{ème} trimestre 2018 et +1,2 % au 3^{ème} trimestre 2018), atteignant 37,0 millions d'euros. Sur 12 mois, la croissance des crédits d'investissement des entreprises accélère (+4,1 % contre +1,0 % au 4^{ème} trimestre).

Des importations ponctuelles creusent le déficit commercial

Les importations sont en forte hausse (+26,6 % en glissement annuel) après deux trimestres consécutifs de contraction (-16,7 % et -1,9 % aux deux derniers trimestres). Cette augmentation est en très grande partie due aux importations de combustibles (+132,7 %) et dans une moindre mesure aux importations à destination des entreprises (+3,3 %). Les importations à destination des ménages sont en baisse (-0,9 %). Au total, les importations s'élevaient à 21,6 millions d'euros. Hors combustibles, les importations rebondissent plus faiblement (+1,1 % contre -19,6 % au 4^{ème} trimestre).

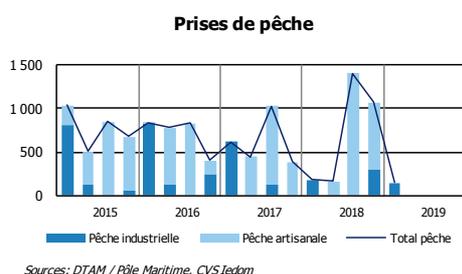


En raison de ventes de combustibles à des navires étrangers (d'une valeur de 0,9 million d'euros) et d'une reprise des exportations de produits de la mer (+0,3 million d'euros sur un an), les exportations totales bondissent au premier trimestre 2019 (+121,3 % en glissement annuel contre +24,4 % au 4^{ème} trimestre 2018), atteignant 1,3 million d'euros. Les exportations de biens d'investissement se contractent pour le second trimestre consécutif (-78,1 % après -91,4 %).

Au 1^{er} trimestre 2019, le déficit commercial augmente après deux trimestres consécutifs de baisse (+23,4 % en glissement annuel contre -19,8 % au 4^{ème} trimestre 2018 et -8,9 % au 3^{ème} trimestre 2018), s'élevant à 20,3 millions d'euros. Cette hausse s'explique en grande partie par les importations élevées et ponctuelles de combustibles.

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

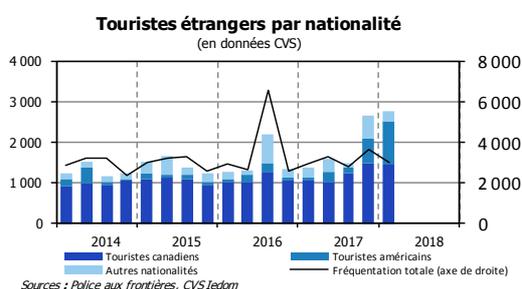
Des prises en baisse pour la pêche industrielle



La pêche industrielle connaît un début d'année difficile : le chalutier Cap Jean a été immobilisé durant 1 mois et demi pour cause d'avarie, et le chalutier Cap Marie est resté à quai pendant plusieurs semaines à cause d'un manque de main-d'œuvre. Le montant total des prises de pêche industrielle s'élève à 141 tonnes en nette baisse sur un an (-18,7 %). Les prises sont composées en majeure partie de morue (51,3 %), de sébastes (18,9 %) et de raie (13,3 %).

La saison n'ayant pas encore débuté, la pêche artisanale n'a effectué aucune prise au 1^{er} trimestre 2019.

La fréquentation touristique ralentit au premier trimestre



La fréquentation touristique ralentit au 1^{er} trimestre par rapport au trimestre précédent qui avait bénéficié d'une saison de croisières allongée.

Après le rebond du trimestre précédent (+15,6 % sur trois mois), le trafic total s'inscrit en baisse (-10,1 %) porté par une contraction conjointe du trafic maritime (-17,2 %) et du trafic aérien (-1,1 %).

En glissement annuel, le trafic total augmente malgré un ralentissement (+3,3 %, CVS contre +18,0 %, CVS au 4^{ème} trimestre 2018), porté par une hausse concomitante du trafic maritime (+7,0 %, CVS) et du trafic aérien (+0,1 %, CVS).

Au 1^{er} trimestre 2019, le nombre de touristes étrangers se contracte sur trois mois (-17,3 %, CVS), après un 4^{ème} trimestre marqué par un net rebond (+48,8 %, CVS). Alors que la fréquentation de touristes américains augmente (+79,5 %, CVS), la baisse est attribuable à la diminution de la fréquentation des touristes canadiens (-2,5 %, CVS) et d'autres nationalités (-55,5 %, CVS).

Sur un an, la hausse de la fréquentation continue (+2,3 %, CVS) malgré un fort ralentissement par rapport au trimestre précédent (+42,3 %, CVS). L'augmentation est impulsée en grande partie par la fréquentation américaine (multipliée par 15, CVS) et dans une moindre mesure par la hausse du nombre de touristes canadiens (+38,3 %, CVS) et d'autres nationalités (+4,4 %, CVS).

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE CANADIENNE CONSERVE UN RYTHME MODERE

L'activité économique canadienne connaît un rythme de croissance faible au premier trimestre 2019 (+0,1 %, semblable au trimestre précédent). Cette légère hausse est principalement attribuable à un rebond de 8,7 % de l'investissement des entreprises dans les machines et le matériel, et à une augmentation des dépenses des ménages (+0,9 %). Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse des exportations (-1,0 %) conjointe à une hausse des importations (+1,9 %). C'est la première diminution des exportations depuis le 3^{ème} trimestre 2017, due au repli des produits agricoles et de la pêche (-9,5 %) et de pétrole et bitume bruts (-2,8 %).

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 1,9 % en mars 2019 sur un an. Cette hausse est soutenue par l'accroissement des prix des transports (+1,9 %), en lien avec une baisse des prix de l'essence (-4,4 % en mars après -11,9 % en février). En excluant l'énergie, l'IPC a augmenté de 2,2 %. Les prix des biens durables ont augmenté (+1,2 %), portés par l'indice des prix d'achat de véhicules automobiles (+3,0 %). L'indice des prix des services a connu un accroissement (+2,2 %) dû, entre autres, à une hausse des prix du transport aérien (+2,5 %). La hausse de l'IPC a été enregistrée dans l'ensemble des provinces canadiennes, et plus fortement en Alberta (+2,3 %), au Nouveau-Brunswick (+1,6 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+1,0 %).

Le taux de chômage canadien se maintient à 5,8 % au début de l'année 2019. En mars, le taux de chômage est stable chez les jeunes (15-24 ans) et chez les 55 ans et plus (respectivement 10,7 % et 5,5 %). À l'inverse, il augmente chez les femmes de 25-54 ans (+0,2 point à 4,7 %). L'emploi est en hausse sur 12 mois (+1,8 %). L'augmentation est plus marquée pour les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick (respectivement +2,3 % et +1,5 %). L'emploi privé a augmenté sur un an (+2,5 %) tandis que l'emploi public a peu varié. Le secteur des services aux entreprises enregistre la plus forte croissance d'emploi (+5,3 %), suivi par le secteur des administrations publiques (+3,5 %).

Source: Statistique Canada.

FLECHISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipé pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.